



NPA révolutionnaire

Adresse mail :

- Selma Labib – selma.slbb@gmail.com
- Gaël Quirante - bombafr@yahoo.fr

Adresse postale :

Révolutionnaires – journal du NPA
BP 60008
94201 IVRY CEDEX

Paris le 29 mai 2024

Pour L'Association France Palestine Solidarité

Nous vous envoyons ci-dessous les réponses de notre liste aux élections Européennes, « *Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution ! (liste du NPA-Révolutionnaires aux européennes 2024)* » sur le questionnaire que vous nous avez envoyé concernant la guerre d'Israël a Gaza et la question palestinienne.

Pour la liste *Pour un monde sans ni frontières ni patrons, Urgence révolution !*
Selma Labib et Gaël Quirante

Question 1 : Vous engagez-vous à agir pour un cessez-le-feu, la fin du blocus de la bande de Gaza et le retrait de l'armée israélienne de la bande de Gaza ?

Réponse :

Notre parti, le NPA-Révolutionnaires, a été à l'initiative, conjointement avec Euro-Palestine, des dépôts de parcours des premières manifestations à Paris, et participation partout en province, y compris les toutes premières interdites, dont celle du jeudi 19 octobre Place de la République où, après avoir attaqué en justice la mesure préfectorale d'interdiction, nous avons enfin obtenu une décision du tribunal annulant celle-ci, décision reçue alors que la manifestation avait débuté, obligeant à police qui l'encerclait à se retirer. Depuis nous sommes de toutes les protestations, de toutes les manifestations, non pas pour un simple « cessez-le-feu », mais pour le retrait total de l'armée israélienne de Gaza et la fin de la colonisation, non seulement de Gaza mais également de la Cisjordanie, où la guerre menée par Israël à Gaza a été un feu vert pour l'extrême-droite israélienne, épaulée par l'armée, pour multiplier les colonisations et expulsions de Palestiniens de chez eux. Nous dénonçons les massacres génocidaires de l'Etat d'Israël, mais nous dénonçons aussi la complicité de Macron et de son gouvernement. Le soutien à la cause palestinienne et les appels à se mobiliser pour elles font partie intégrante de notre campagne internationaliste et révolutionnaire pour cette élection européenne.

Question 2 : Vous engagez-vous à demander la suspension de l'Accord d'association UE-Israël en raison du non-respect par Israël de la clause qui soumet son application au respect des droits humains et du droit humanitaire international ?

Réponse :

Les clauses de cet accord invoquant le « respect des droits humains et du droit humanitaire international » sont depuis le départ très hypocrites car constamment violées. Quant aux droits humains, au respect des peuples, il n'y a pas qu'Israël qui ne les respecte pas : il suffit de voir aujourd'hui la France en Nouvelle Calédonie. Quand bien même cet « accord euro-israélien de stabilisation et d'association » serait officiellement suspendu, le pire de ce « libre-échange » entre l'UE et Israël, à savoir les livraisons d'armes (pour un montant de 208

millions d'Euros du côté de la France au cours des dix dernières années), continuerait. Pour le plus grand bénéfice des Dassault, Thales, Safran et quelques autres... Ce que nous dénonçons.

Si nous avons des élus au parlement européen, ils profiteront de cette tribune pour dénoncer les livraisons d'armes et le soutien économique et politique de l'UE à l'État d'Israël. Mais en sachant que seules les mobilisations pourraient y mettre un point d'arrêt. Dans cette campagne pour les élections européennes, nous utilisons largement notre matériel de propagande et nos meetings électoraux comme tribune pour défendre la cause palestinienne, en particulier grâce à la solidarité internationale des travailleurs, appeler à toutes les mobilisations – dont celles de jeunes du monde entier, qui ont occupé des universités - qui puissent faire pression sur nos propres gouvernements pour entraver leur soutien à la politique d'Israël.

Question 3 : Soutiendrez-vous la mise en place de mesures permettant d'interdire l'importation des biens et services provenant des colonies dans l'Union européenne en application du droit international ?

Réponse :

Dénoncer le soutien économique que représente pour le gouvernement israélien l'importation des biens et services venant d'Israël, voire les campagnes de boycott des produits venant d'Israël sont certainement utiles, d'ailleurs davantage comme moyen d'information et de propagande vis-à-vis de l'opinion publique européenne sur ce qui se passe en Palestine que comme pression efficace sur la politique d'Israël.

Mais nous tenons à n'entretenir aucune illusion sur le prétendu « droit international » ou sur la convention de Genève », dont tous les signataires bafouent les droits des peuples. Rappelons comment l'impérialisme français et ses opérations militaires dans ses ex-colonies africaines bafouent ce « droit international ».

Question 4 : Vous engagez-vous à agir pour que l'UE soutienne activement les procédures en cours devant la Cour internationale de Justice et la Cour pénale internationale ?

Réponse :

Nous avons salué l'initiative de l'Afrique du Sud (voir par exemple sur notre site notre réaction immédiate : « *Palestine occupée : Pretoria accuse Israël d'un « apartheid » encore pire que celui qu'a connu l'Afrique du Sud* ») et sa dénonciation devant ces deux Cours internationales de cette forme d'apartheid qui sévit en Israël vis-à-vis des Palestiniens, semblable à celui qu'ont subi si longtemps les Noirs d'Afrique du Sud. Mais nous n'attendons rien de ce tribunal international.

Voici d'ailleurs que cette Cour pénale internationale vient de se défilier une fois de plus en renvoyant dos à dos Netanyahu et les dirigeants du Hamas, symétriquement visés par une menace, purement symbolique, de « mandat d'arrêt » de responsables politiques des deux camps. Mais sans justifier d'aucune façon le pouvoir réactionnaire du Hamas, il ne nous semble pas y avoir de symétrie entre les crimes de ces derniers et ceux des responsables politiques de l'Etat d'Israël, soit le massacre en cours de 35 000 personnes et plus, s'intégrant dans l'entreprise de nettoyage ethnique sioniste entamé il y a 75 ans pour chasser les Palestiniens de leur terre.

Question 5 : Vous engagez-vous à défendre la liberté d'expression sur la question palestinienne et le droit de critiquer les politiques israéliennes contraires au droit international ?

Réponse :

Comme rappelé plus haut, notre parti, le NPA-Révolutionnaires a été parmi les premiers à braver les interdictions de manifester pour la Palestine. Nous avons protesté contre toutes les attaques contre les militants accusés d'antisémitisme sous prétexte de soutien au peuple palestinien et de dénonciation de la politique criminelle de l'Etat d'Israël. Nos jeunes militants étudiants et lycéens (dont certains sont candidats sur notre liste aux côtés des nombreux travailleurs et travailleuses) font partie de ces étudiants et lycéens qui manifestent aujourd'hui ou bloquent leurs universités et lycées, malgré les pressions et menaces de sanction de certaines directions. De même que nos militantes et militants en milieu hospitalier, un milieu sensible au scandale des bombardements sur les hôpitaux de Gaza, ont initié un collectif « soignants pour Gaza ». Car il faut partout susciter discussions et mobilisations. Oui, nous assumons la liberté d'expression des critiques de la politique de l'Etat d'Israël et du soutien que lui apportent les gouvernants des grands Etats impérialistes.

Question 6 : Vous engagerez-vous à défendre le maintien de l'UNRWA et de ses financements par l'Union européenne ?

Réponse :

Le maintien du financement de l'UNRWA est bien la moindre de choses à exiger, de même qu'exiger l'ouverture du passage à Rafah, exiger des ports pour l'acheminement des secours dans cette bande de Gaza, bombardée, quartiers entiers en cendres et acculée à la famine. Couper les crédits aux soutiens, déjà limités, de l'UNRWA, c'est rajouter le crime de la famine organisée à celui de la guerre. Nous ne cessons de dénoncer et continueront à le faire pendant la campagne électorale, le scandale de ces politiques gouvernementales américaines, françaises et autres, consistant à se saisir du prétexte fallacieux invoqué par Israël pour suspendre le financement à l'UNRWA pour les secours humanitaires à Gaza. Reste que c'est contre la guerre elle-même, l'oppression du peuple palestinien et la poursuite de la colonisation qu'est notre combat.